



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE  
www.npaz009.org

**Bulletin édité par des  
militants du NPA  
du ministère du travail**  
n°1 - novembre 2009

## **STRESS, SOUFFRANCE AU TRAVAIL... OU VIOLENCE DE CLASSE ?**

Si vingt-cinq salariés de France Télécom se sont suicidés en un an et demi, ce n'est pas pour suivre une mode, contrairement aux propos scandaleux du PDG Didier Lombard.

Les contraintes de l'organisation du travail génèrent de la souffrance et ont des conséquences très lourdes sur la santé. Le mouvement de flexibilisation, d'individualisation et d'intensification du travail dégrade l'état de santé global des salariés, tant au niveau physique que psychique, et touche aujourd'hui l'ensemble des catégories, soumises à une course aux résultats et à des rythmes de travail qui s'affolent.

Les politiques de restructuration et de "modernisation" engagées dans les entreprises depuis plusieurs décennies, et l'entretien d'un chômage de masse, n'ont en fait pas d'autre but que de fragiliser le salariat et détruire les statuts des travailleurs. Il s'agit aussi d'atomiser les collectifs de travail et d'isoler les salariés afin qu'ils produisent toujours plus, pour des profits toujours plus importants, et acceptent des conditions de travail de plus en plus dégradées.

Les travailleurs des entreprises publiques (par les privatisations et l'ouverture à la concurrence) et ceux des fonctions publiques (par les transformations de statut et des missions, les suppressions d'emploi, la politique du chiffre) ne sont pas épargnés.

On constate, chez France Télécom comme ailleurs, le développement de certaines pathologies (troubles du sommeil, tensions musculaires, anxiété, irritabilité...) et du recours aux antidépresseurs ou anxiolytiques ou encore l'apparition ou l'accentuation de certains comportements addictifs.

Dans une enquête réalisée début 2009 par l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT), 41% des salariés se déclarent stressés et parmi eux, 98% attribuent au moins en partie l'origine de ce stress à leurs conditions de travail. Selon l'étude, plus l'organisation du travail est complexe, plus elle engendre le stress.

Mais les troubles dont souffrent les salariés ne sont pas que psychologiques et les discours qui prétendent que les conditions de travail tendraient à s'améliorer ne sont que mensonges éhontés.

Le nombre d'accidents du travail reste à un niveau très élevé et celui des maladies professionnelles ne cesse de croître. En 2008, la Caisse nationale d'assurance maladie a dénombré plus de 700 000 accidents avec arrêt de travail, 44 000 incapacités de travail permanente et 569 décès. Elle a enregistré 45 500 maladies professionnelles, contre 37 000 en 2004.

Le secteur du BTP représente 8% du salariat déclaré, mais 18%

des accidents avec arrêts de travail et 29% des accidents mortels. Les salariés du bâtiment cumulent des conditions de travail très pénibles (contraintes physiques, organisationnelles) et des contrats très précaires (intérim, travail dissimulé...). Dans l'industrie, les travailleurs sont fréquemment exposés à des agents chimiques, les cancers professionnels sont en constante augmentation et le nombre de salariés déclarés inaptes pour des raisons professionnelles reste extrêmement préoccupant.

Le mal-être au travail peut prendre des formes hétérogènes selon le secteur d'activité et le poste occupé, mais son origine est bien l'organisation capitaliste du travail, fortement destructrice pour la santé et l'équilibre des travailleurs : surcharge et mauvaises conditions de travail combinées à une précarité croissante qui déséquilibre encore plus le rapport de forces entre le patronat et les salariés, hiérarchie omniprésente et méthodes de management brutales et aliénantes.

En tant qu'agents du ministère du travail, nous assistons démunis à la dégradation des conditions de travail et d'emploi. La réglementation du travail donne peu de point d'appui aux travailleurs pour lutter contre ces pratiques. Elle ne fait qu'accompagner les effets des restructurations et de la précarité, sans les remettre en cause, et repose sur des notions (stress, risques psychosociaux) qui renvoient le salarié à sa seule capacité à affronter la pression et les changements. Elle dissimule la violence des rapports sociaux de classe.

Les politiques de l'emploi, fondées sur les contrats aidés précaires, les aides aux entreprises (chômage partiel notamment) et la répression des chômeurs, visent à maintenir la pression sur l'ensemble de la classe laborieuse.

Ne soyons pas dupes. La classe dirigeante fait mine de se soucier de ce qu'elle appelle pudiquement un malaise social... mais au même moment elle fait voter par le parlement la taxation des indemnités des accidentés du travail ! De même, la multiplication des "observatoires du stress" dans de nombreuses entreprises pourrait prêter à rire dans d'autres circonstances.

Darcos prétend résoudre la question en renvoyant à la négociation d'entreprise, alors que c'est avant tout par la lutte, unis, travailleurs du privé et du public, dans un vaste mouvement d'ensemble que nous ferons reculer les projets destructeurs pour notre santé et notre avenir.

La lutte pour de meilleures conditions de travail n'est pas simplement légitime, c'est une question de survie.

### **Pour prendre contact avec nous**

envoyez vos coordonnées

par mail à [npaideidf@yahoo.fr](mailto:npaideidf@yahoo.fr)

ou par courrier à NPA 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil

### **A lire au verso**

**Sans papiers en grève : mêmes patrons même combat !**

**Qui sommes-nous ?**

## SANS PAPIERS EN GREVE MEMES PATRONS, MEME COMBAT

Une nouvelle vague de grèves de travailleurs sans papiers a débuté le 12 octobre. Plus nombreux qu'en avril 2008, les grévistes sont déterminés à obtenir des régularisations pour tous. Pour cela, la solidarité de tous les travailleurs est nécessaire.

« Hier colonisés, aujourd'hui exploités, demain régularisés ». Tel est le mot d'ordre des milliers de travailleurs sans papiers qui s'engagent dans la grève, initiée par des syndicats (dont la CGT, Solidaires, la FSU ou la CNT) et des associations. Depuis le 12 octobre, le mouvement ne cesse de prendre de l'ampleur : de 1 000 grévistes le premier jour à 3 000 une semaine plus tard. Il s'agit d'un saut quantitatif et qualitatif par rapport au premier mouvement d'avril 2008 qui avait réuni au plus 600 grévistes et gagné 2 000 régularisations.

En quelques jours, ce sont plus de 700 travailleurs "isolés", salariés d'agences d'intérim sans scrupules, qui ont envahi les agences Synergie et Adecco à Paris, plus de 400 occupent la chambre patronale de la restauration, 380 ont occupé la fédération nationale du BTP. Plus de 30 entreprises sont occupées. Sur les piquets de grève mis en place pour accueillir les travailleurs isolés, on voit arriver des représentants de tous les métiers : boucher, boulanger, jardinier... À Vitry-sur-Seine, les sans papiers ont occupé un centre des impôts pour dénoncer la complicité de l'État qui encaisse les impôts, les cotisations sociales sans que les travailleurs sans papiers puissent avoir accès aux droits de base du citoyen. C'est de fait le plus grand mouvement de précaires jamais organisé en France.

Les travailleurs sans papiers font éclater au grand jour les conditions de travail indignes et l'exploitation que subissent plusieurs centaines de milliers de personnes. Ils mettent en évidence la manière dont le capitalisme utilise les pires formes de précarité pour un profit maximum. Ils sont au cœur du système, employés par de grosses entreprises privées et publiques, affectés à la rénovation du métro parisien ou à la construction du tramway, dans des conditions dignes du XIXe siècle. Dans le gardiennage, sur 150 000 salariés, 15 000 n'ont pas de papiers.

Ce mouvement exemplaire illustre parfaitement les contradictions du capitalisme. Pour maintenir ses profits, ce système a depuis des années entamé une politique d'externalisation et de précarisation de la main-d'œuvre. Cette logique est poussée à l'extrême avec les sans papiers. Ils subissent, en outre, une pression étatique et policière grandissante avec la construction de l'Europe forteresse, une Europe raciste, qui prône la libre circulation des capitaux et laisse mourir des milliers de personnes chaque année en Méditerranée. Cette situation engendre aussi la révolte !

Les travailleurs en grève et leurs soutiens s'opposent à la politique du gouvernement sur l'immigration. Les syndicats veulent que Besson mette fin par une circulaire nationale au traitement au cas par cas, à la tête du client et selon la préfecture concernée. C'est une première étape, mais la seule véritable solution, pour mettre fin à cette sur-exploitation, c'est la régularisation de tous les sans papiers. Pour cela, les travailleurs sans papiers ne pourront pas gagner seuls. Ils ont besoin du soutien le plus large.

La CGT a fait évoluer positivement sa stratégie par rapport au mouvement d'avril 2008. Dès le départ, il est plus massif et la CGT est favorable à la mise en place de comités de soutien, même si elle souhaite ne pas être débordée et garder le contrôle. Sur différents sites, des comités de soutien unitaires se mettent en place. Sans cela, il sera difficile de résister à la pression du patronat et de la police, qui a déjà évacué certains sites occupés.

Les occupations d'entreprises rendent difficile la situation des patrons et du gouvernement sur la question de l'immigration. Il est possible de remporter des victoires et des régularisations. Cette vague de grève doit permettre une prise de conscience large que l'immigration n'est pas un problème. La gauche doit se rassembler aux côtés des sans papiers pour enfin s'opposer à la politique raciste du gouvernement et reprendre à son compte le vieux slogan du mouvement ouvrier « *travailleurs français, travailleurs immigrés, mêmes patrons, même combat !* » Les sans papiers ouvrent la voie.

## QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes des agents des services déconcentrés du ministère du travail. Nous avons décidé de nous organiser au sein du NPA, fondé en février 2009.

Nous pensons en effet que la politique n'est pas réservée à une minorité de spécialistes. C'est l'affaire de tous. La politique doit entrer sur notre lieu de travail, au plus près de nos préoccupations quotidiennes. Nous voulons y créer des espaces de discussion, de débat et de mobilisation.

Nous cherchons à nous inscrire dans les luttes d'émancipation des travailleurs au sein du ministère comme au niveau national et international, et à utiliser nos connaissances du monde du travail pour aider à la construction des mobilisations.

### ANTICAPITALISTES ?

Cette société capitaliste est à bout de souffle.

Elle organise la concurrence entre les travailleurs, creuse les inégalités de toutes sortes, perpétue le pillage des peuples dans le cadre des rapports impérialistes, épuise les ressources et détruit la planète.

Aujourd'hui, le patronat et les capitalistes veulent nous faire payer l'addition de la crise sociale, économique et écologique qu'ils ont provoquée. Ils licencient à tour de bras. Ils se gavent de profits et font stagner nos salaires, nos retraites, nos minima sociaux, dégradent nos conditions de vie et sacrifient nos services publics et notre sécurité sociale.

Or, ce sont les travailleurs (nous !) qui font tourner l'économie de ce pays. Ils doivent pouvoir jouir directement du fruit de leur travail, socialiser leurs moyens de production, et répartir justement les richesses qu'ils produisent.

### POUR RESISTER,

### POUR REVOLUTIONNER LA SOCIETE

Nous voulons construire une gauche de combat, une gauche qui ne renonce pas, pour résister à la politique de Sarkozy et faire converger les luttes.

Mais pour imposer l'urgence sociale et écologique, il faudra une rupture radicale avec ce système dont nous n'avons rien à attendre : nous ne pouvons compter que sur nos propres forces, ce n'est que par nos mobilisations que nous parviendrons à mettre en échec les politiques capitalistes.

Nous voulons rassembler toutes celles et ceux qui veulent rompre avec le capitalisme, pour ouvrir la voie à une société inédite, démocratique et écologiste, débarrassée de toutes les formes d'oppression... un socialisme du XXIe siècle !

Construisons ensemble le NPA !